COMMERCE EXTÉRIEUR

La baisse des ventes d'hydrocarbures plombe les exportations

L'Algérie vend moins d'hydrocarbures et, par conséquent, exporte moins et sa balance commerciale reste encore excédentaire mais moins fortement.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les exportations de pétrole et de gaz ont baissé de 3,12 milliards de dollars durant les cinq premiers mois de 2013, entraînant la baisse sensible des exportations globales.

Selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis, relevant des Douanes algériennes), les exportations d'hydrocarbures, d'une valeur de 28,71 milliards de dollars durant cette période, ont reculé de 9,82% par rapport à la période similaire de l'année 2012 (elles étaient de 31,83 milliards de dollars). Ce qui s'est répercuté, dans la mesure où les hydrocarbures représentent toujours l'essentiel des ventes du pays, avec une part de 96,19%, et couplé à la baisse des ventes d'équipements industriels (en recul de 43%) et de produits bruts (en recul de 34,8%), sur le volume global des exportations qui ont reculé de 8,26%.

Une baisse des exportations d'hydrocarbures qu'explique certainement le fléchissement sensible des cours du pétrole de l'ordre de 6%, l'attractivité moindre du gaz algérien pour certains marchés, la crise économique persistante en Europe et la diminution avérée de la production d'hydrocarbures en Algérie. Ainsi, les exportations de l'Algérie ont atteint 29,85 milliards de dollars durant les cinq premiers mois 2013 contre 32,54 milliards de dollars à la même période de l'année écoulée.

Quant aux importations, le Cnis indique pour les cinq premiers mois de 2013, un volume de 23,58 milliards de dollars contre 20,07 milliards de dollars à la même période de 2012, une hausse de 17,52%. De fait, la balance commerciale affiche un excédent que le Cnis évalue pour la période considérée à 6,26 milliards de dollars. Toutefois, cet excédent s'avère moins élevé que celui enregistré durant les cinq premiers mois de 2012, soit 12,47 milliards de dollars. Une différence importante que le Cnis estime à plus de 49,7%. En d'autres termes, les exportations couvrent moins que d'habitude les importations, le taux passant de 162% à 127% durant la période. Notons que les ventes d'hydrocarbures ont atteint 5,62 milliards de dollars en mai 2013 contre 6,04 milliards de dollars durant le même mois en 2012, soit une diminution de 6,89%. Ce qui a impliqué une baisse de 6,47% des exportations globales. Celles-ci ont atteint, en effet, en mai dernier, 5,88 milliards de dollars contre 6,29 milliards de dollars en mai 2012. A contrario, les importations ont totalisé 4,50 miliards de dollars contre 4,35 milliards de dollars (+3,54%). Ces résultats se sont soldés par un excédent de la balance commerciale de 1,37 milliard de dollars contre 1,93 milliard de dollars, en baisse de 28,9%.

Quant aux exportations hors hydrocarbures (4,5% du volume global des exportations), elles ont atteint 265 millions de dollars en mai 2013. Les produits hors hydrocarbures exportés sont constitués du groupe «demi-produits» avec 211 millions de dollars, les biens alimentaires avec 44 millions de dollars et les produits bruts 8 millions de dollars.

Certes, en 2012, l'Algérie a réalisé un excédent commercial de 27,18 milliards de dollars contre 26,24 milliards de dollars en 2011, en hausse de 3,6%. Cette légère amélioration est due à une «relative stabilité» des flux des importations et une hausse des exportations du pays, indiquait l'agence Algérie presse service. Toutefois, les indicateurs commerciaux des 5 premiers mois de 2013 incitent fortement à la vigilance, la prudence. Une attitude que l'autorité monétaire, les experts et autres observateurs ne cessent de recommander, dans le contexte où le gouvernement assure mesurer les enjeux sans toutefois rationnaliser réellement sa gestion.

C. B.

Photo : Samir Sid

Pour les 5 premiers mois de 2013, l'Algérie a importé pour un volume de 23,58 millions de dollars.

VIANDES ROUGES

Une hausse de 5 à 10% est prévue pour le mois de Ramadan

Le prix de la viande rouge a déjà augmenté depuis une semaine. Une nouvelle hausse de 5 à 10% est attendue durant la première semaine du mois de Ramadan, selon les prévisions du président de la Commission nationale des commerçants de viandes. Le kilo de poulet a également connu une hausse de 30 DA.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Ramram Mohamed-Tahar qui s'exprimait hier, lors d'une conférence de presse organisée par l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), justifie cette hausse par le comportement du consommateur.

En plus d'une production insuffisante, le consommateur, dit-il, est à l'origine de 60% de cette augmentation. La filière, souligne l'intervenant, souffre d'un manque de visibilité. «Nous avons un gouvernement pompier qui donne des solutions dans les moments d'urgence, mais il n'a aucune prévision à long terme», a indiqué M. Ramram qui a soutenu également que la production dans la filière souffre actuellement d'un gouffre en raison de la politique d'abattage massif menée il y a de cela près de trois ans.

«Par crainte d'une pénurie, le gouvernement a décidé, il y a trois ans, d'une opération d'abattage massif pour stocker la production. L'opération a échoué puisque nous nous sommes retrouvés avec un surplus de stock et il nous faudra 5 à 6 ans pour compenser cet élevage», a indiqué le commerçant. Pire, ajoute-t-il, la production de l'agnelle est évaluée à 80% alors que la norme est de 10%. Pourtant l'abattage de l'agnelle en Algérie est interdit.

Par ailleurs, selon M. Boulenouar, porte-parole de l'UGCAA, les prix de la viande rouge et de la volaille ne baisseront pas tant que l'offre est inférieure à la demande.

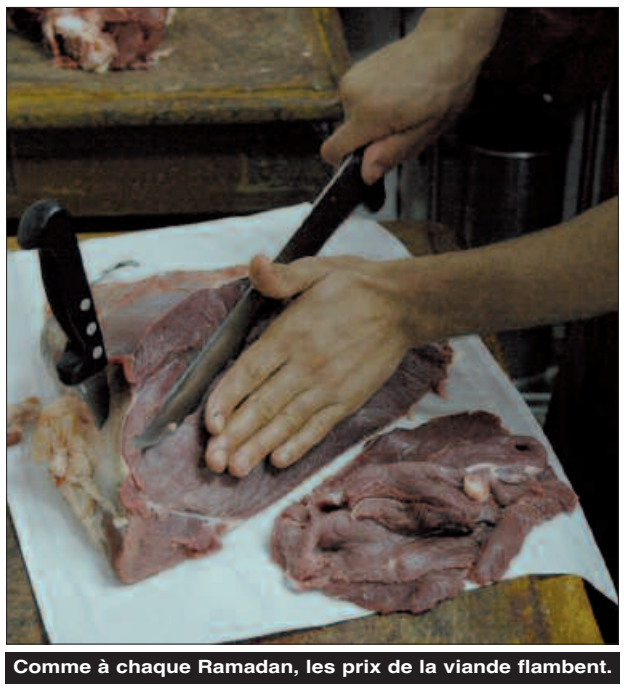

Photo : Samir Sid

Comme à chaque Ramadan, les prix de la viande flambent.

Ainsi, dit-il, la production nationale en viandes rouges et blanches avoisine les 600 000 tonnes par an, or les besoins de l'Algérie sont de un million de tonnes par an. Ainsi, la consommation moyenne annuelle de viande pour un Algérien est de 16 kg alors que la norme est de 25 kg/an.

D'autres facteurs contribuent à cette hausse, a souligné M. Boulenouar, qui pointe du doigt les banques et les collectivités locales qui, dit-il, n'encouragent pas les projets de production agricole. Cependant, dit-il, la culture du consommateur contribue à la perturbation des prix de l'ordre de 15 à 20%. Pas de baisse également en vue pour le prix de la viande blanche. Selon Idir Saâdi gérant d'un abattoir de viande blanche, le prix du poulet a connu une hausse de 30 DA le kilo depuis trois jours.

Pour hier, le kilo du poulet non vidé a atteint les 240 DA et 332 DA le kilo pour le poulet vidé. Cependant, rassure le producteur, la deuxième semaine du mois de Ramadan, le kilo du poulet non vidé pourrait se vendre à 150 DA et à 230 DA pour le poulet vidé.

M. Saâdi appelle à un encadrement de la filière et à mettre en place un programme d'accompagnement en mesure d'émettre des alertes.

S. A.

Prix du détail de la viande rouge, hier matin

Le kilo de viande de l'agneau s'est vendu hier, à 1 350 DA au détail et le kilo de viande de bœuf à 1 400 DA. La viande de l'agneau importée de l'Espagne se vend à 1 300 DA le kilo au détail.

«Sans cette politique d'importation, le kilo de viande d'agneau se vendrait à 1 600 DA auprès du grossiste», a soutenu le président de la commission des commerçants de viandes rouges.

S. A.

LIMITATION DES VISAS POUR LA OMRA DU RAMADAN

«La solution au problème est politique», selon le président du SNAV

Le Syndicat national des agences de voyages (SNAV) tire la sonnette d'alarme concernant «la omra du Ramadan et l'octroi au compte-goutte de visas par l'ambassade d'Arabie saoudite». Selon M. Djeridi, président du syndicat, la solution au problème est politique. Il a ainsi appelé les autorités à intervenir en vue d'éviter la faillite à 160 agences et surtout le préjudice moral à près de 100 000 prétendants à la omra. C'est le branle-bas de combat au sein des 160 agences de voyages qui se sont engagées à se charger d'organiser la omra du Ramadan, particulièrement prisée. Si la demande est importante, le nombre de visas actuellement octroyé selon le SNAV est fortement limité.

Intervenant hier lors d'une conférence de presse, M. Djeribi a expliqué que le début de saison a commencé normalement, d'autant que les agences de voyages se sont rendues en Arabie saoudite et effectué les formalités nécessaires et les contacts avec les autorités concernées, dont le ministère des Affaires étrangères et celui du Hadj.

En Algérie, aussi les formalités ont été entreprises en vue de préparer la saison de la omra, selon M. Djeribi. «Nous avons été toutefois surpris par les déclarations des responsables qui ont réduit les séjours à 15 jours. Cette décision est toutefois arrivée en retard et les agences avaient déjà payé l'hébergement et le transport aérien notamment. Toutefois, dès le début du mois de chaâbane, nous n'avons pas eu plus de cinq accords par jour, alors que l'octroi des visas s'interrompra le 28 chaâbane», s'est indigné M. Djeribi. Il notera ainsi qu'à ce rythme les agences n'obtiendront que 70 visas pour une demande estimée à 100 000 pèlerins, avec certaines agences qui se sont engagées à prendre en charge près de 1 000 pèlerins. «Nous devrons rembourser toutes ces personnes mais qui remboursera les agences ? Nous avons prévenu les autorités concernées de cette situation, et notamment l'Office du hadj et de la Omra», explique M. Djeribi. Il dira aussi que le préjudice moral pour les prétendants à la omra sera énorme. Pour le président du SNAV, du moment que les autorités algériennes et saoudiennes ont signé les documents officiels concernant la omra, «le problème est forcément politique et, en attente d'une solution politique». M. Djeribi rappellera, de ce fait, que suite à cette situation, 160 agences de voyages sont menacées de faillite.

Pour sa part, M. Senoussi, premier vice-président, a déclaré que les agences de voyage, auraient préféré être informées des changements en vue de prendre à temps les mesures nécessaires et ainsi ne pas pénaliser aussi bien les professionnels que les futurs pèlerins. «Comment convaincre les pèlerins que nous ne sommes pas responsables de cette débâcle alors qu'ils ont déjà payé et sont prêts à partir ?», s'est interrogé M. Senoussi.

F.-Z. B.